



Ontario

Ministère des
Services sociaux
et communautaires

Government
Publications

Guide de maintien du revenu

CA20N
SM
-2008



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

Table des matières

Avant-propos

1. *Quel est le but des prestations familiales?* 3
2. *Comment faire une demande de prestations?* 5
3. *Suis-je admissible aux prestations?* 8
4. *À combien peuvent s'élever mes biens?* 13
5. *À combien peut s'élever mon revenu?* 15
6. *Comment se fait l'évaluation de mes besoins?* 18
7. *À quoi ai-je droit dans le cadre du programme de prestations familiales?* 22
8. *Ai-je droit aux prestations si je gagne de l'argent?* 26
9. *Programme d'encouragement au travail* 30
10. *Renseignements généraux* 31
11. *Vos responsabilités en tant que bénéficiaire de prestations familiales* 33
12. *Comment puis-je faire appel?* 36
13. *Qu'est-ce que l'assistance sociale générale?* 37
14. *Qu'est-ce que le Régime de revenu annuel garanti à l'intention des personnes âgées (GAINS-A)?* 40

This pamphlet is also available in English.

Avant-propos

Ce guide a été préparé pour répondre aux questions les plus fréquemment posées par les personnes qui demandent de l'aide financière, qui touchent des prestations familiales ou bénéficient de l'assistance sociale générale ou par tous ceux qui veulent en savoir plus long sur le programme de maintien du revenu. N'oubliez pas que tous les aspects du programme ne peuvent être envisagés en détail dans ce guide. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au bureau du ministère des Services sociaux et communautaires le plus proche de chez vous. (Vous trouverez le numéro du bureau dans les pages bleues de votre annuaire téléphonique.)

Votre assistant social en maintien du revenu vous aidera à résoudre vos difficultés et répondra à vos questions sur l'allocation.

Quel est le but des prestations familiales?

Le programme de prestations familiales est un programme provincial d'aide financière aux familles et aux particuliers qui ont de la difficulté à couvrir leurs frais de subsistance. Les prestations comprennent ce qui suit:

1. allocation de frais de subsistance;
2. exonération du paiement des primes d'assurance-maladie OHIP;
3. médicaments dispensés sur ordonnance;
4. soins dentaires de base pour les enfants à charge et soins dentaires d'urgence pour les parents;
5. allocations de rentrée scolaire;
6. prothèses auditives et lunettes;
7. allocation spéciale en cas de frais de logement élevés.

Vous pouvez être admissible aux prestations familiales si vous êtes dans le besoin et âgé, handicapé, aveugle, inapte à l'emploi de façon permanente ou si vous êtes seul pour élever vos enfants. Les familles d'accueil peuvent également avoir droit aux prestations en faveur des enfants qui leur sont confiés et ces dernières peuvent être versées aussi aux parents ayant un revenu moyen ou modeste qui élèvent chez eux un enfant gravement handicapé.

Une allocation supérieure à la normale est versée à certaines personnes: femmes célibataires âgées de 60 à 64 ans et personnes handicapées, aveugles, ou inaptes à l'emploi de façon permanente.

Lorsque vous n'appartenez pas aux catégories de personnes admissibles aux prestations familiales et que vous avez besoin d'aide financière, vous pouvez peut-être bénéficier de l'assistance sociale générale qu'offre votre municipalité locale. Vous trouverez des précisions sur cette assistance au chapitre 13.

Comment faire une demande de prestations?

Si vous appartenez à une des catégories de personnes admissibles (des précisions sont données au chapitre 3), et si vous pensez que vous pourrez être admissible aux prestations familiales, adressez-vous au bureau le plus proche du ministère des Services sociaux et communautaires.

Si vous pensez remplir les conditions d'admissibilité, faites une demande dans les plus brefs délais car un certain temps peut s'écouler entre la date de demande et celle du paiement des prestations. En attendant le début du paiement des prestations familiales, vous pouvez présenter une demande d'assistance sociale générale en vous adressant au bureau des services sociaux de votre municipalité* ou aux services municipaux d'assistance sociale. Vous trouverez le numéro de téléphone et l'adresse de ce bureau dans votre annuaire téléphonique.

Si vous avez déjà droit à l'assistance sociale générale, le bureau local d'assistance sociale pourra vous indiquer où vous adresser pour bénéficier des prestations familiales. Dans certaines municipalités, les programmes de prestations familiales et d'assistance sociale générale sont tous deux administrés par le service d'aide sociale dans le cas des personnes qui élèvent seules leurs enfants. Il s'agit d'un projet-pilote lancé par le ministère à l'automne 1982. Cette nouvelle manière intégrée de dispenser l'aide sociale a été concrétisée dans quelques

*Les bandes d'Indiens dispensent également des prestations et services dans le cadre du programme d'assistance sociale générale.

municipalités dans le but d'améliorer le service offert aux bénéficiaires. Si ce projet-pilote s'applique à votre cas, le bureau local du ministère des Services sociaux et communautaires vous indiquera comment faire la demande de prestations familiales.

Seuls les assistants sociaux en maintien du revenu et les personnes agréées par le ministère peuvent remplir les demandes de prestations familiales. En principe, l'assistant vous rend visite à une heure qui convient à l'un comme à l'autre, pour remplir la demande. Préparez les documents suivants pour vous et votre famille, si vous les avez, avant la visite de l'assistant:

- preuve de l'âge (certificat de naissance par exemple);
- preuve de l'état matrimonial;
- preuves de frais, p. ex. récépissé de loyer et de chauffage;
- preuves de revenu et d'avoir, p. ex. livrets bancaires couvrant les trois dernières années et documents d'évaluation foncière relatifs à votre propriété (si vous êtes propriétaire de votre logement);
- carte d'assurance sociale (si vous en avez une).

Lors de sa visite, l'assistant social en maintien du revenu vous demandera de l'aider à remplir les formules appropriées. Les questions posées ont pour but de déterminer si vous avez droit aux prestations familiales. L'assistant social vous fera lire et vous expliquera tout ce qu'il inscrit. Son rôle est de vous aider à faire la demande de prestations familiales et de répondre aux questions que vous lui poserez. Il pourra également vous fournir des renseignements sur les différents services sociaux offerts dans votre collectivité.

Si vous faites une demande d'assistance à titre de personne handicapée, aveugle ou inapte à l'emploi de façon permanente, vous devrez faire remplir une formule médicale par un médecin, de préférence votre médecin de famille qui connaît vos antécédents médicaux. Faites remplir cette

formule médicale le plus rapidement possible car, sans elle, votre admissibilité aux prestations ne peut pas être déterminée.

Lorsque tous les renseignements utiles auront été fournis, on vous fera savoir par lettre si vous êtes admissible aux prestations et, dans l'affirmative, à combien elles s'élèveront.

Si votre demande de prestations familiales est refusée et si vous n'êtes pas d'accord avec cette décision, ou encore si le montant des prestations est inférieur à la somme à laquelle vous pensiez avoir droit, reportez-vous au chapitre 12 où vous trouverez des renseignements sur la manière de faire appel.

Suis-je admissible aux prestations?

Pour avoir droit aux prestations familiales vous devez être nécessiteux et appartenir à une des catégories indiquées ci-dessous. Les célibataires touchent les prestations familiales à titre personnel. Dans le cas des familles, les prestations sont versées pour toute la famille à la personne admissible.

Catégories admissibles

La mère ou le père qui élève seul ses enfants

Si vous êtes célibataire et que vous avez 16 ans ou plus, vous pouvez avoir droit à des prestations si votre enfant a au moins trois mois. Un délai d'attente de trois mois est imposé avant le versement de prestations dans le cas d'un père ou d'une mère séparé(e) ou qui a été abandonné(e) par son conjoint.

Personnes âgées

D'une manière générale, vous avez droit aux prestations familiales si vous avez au moins 65 ans et si vous n'avez pas droit à la pension de la Sécurité de la vieillesse, à une allocation au conjoint ou à une allocation en vertu du régime de revenu annuel garanti de l'Ontario (GAINS-A). (Voir le chapitre 14.) Dans certains cas, si vous avez récemment immigré au Canada, par exemple, il se peut que vous n'ayez pas résidé suffisamment longtemps dans ce pays pour pouvoir bénéficier de ces autres programmes.

Vous pouvez également avoir droit aux prestations familiales si vous êtes célibataire, du sexe féminin et âgée de 60 à 64 ans. Vous avez alors

droit à une allocation supérieure à la normale, comme c'est le cas pour les handicapés, les inaptes à l'emploi de façon permanente et les aveugles.

Handicapés, aveugles ou inaptes à l'emploi de façon permanente

Si vous avez 18 ans au moins et que vous êtes handicapé, aveugle ou inapte à l'emploi de façon permanente, il se peut que vous ayez droit aux prestations familiales.

Vous entrez dans la catégorie des handicapés lorsque vous êtes atteint d'un handicap physique ou mental majeur qui vous empêche de mener une vie normale. Vous ne pouvez être admissible aux prestations familiales que si votre handicap risque de durer longtemps. En cas d'invalidité de courte durée (par suite d'accident ou de maladie qui vous place dans l'impossibilité de gagner votre vie), vous pouvez être admissible à l'assistance sociale générale.

La définition de la personne aveugle est celle qui figure dans la loi sur les prestations familiales (Family Benefits Act). En principe, les personnes inscrites auprès de l'Institut national canadien pour les aveugles sont admissibles aux prestations familiales. Le régime qui couvre les personnes invalides et aveugles porte le nom de Régime de revenu annuel garanti à l'intention des handicapés (GAINS-D).

Une personne est inapte à l'emploi de façon permanente lorsqu'elle peut accomplir la plupart des activités de la vie quotidienne mais qu'elle est dans l'incapacité de travailler pour des raisons d'ordre médical et que cette incapacité risque de durer longtemps. Les bénéficiaires inaptes à l'emploi et les handicapés ont droit au même montant de prestations. Votre assistant social en maintien du revenu peut vous indiquer ce montant.

Si vous faites une demande de prestations familiales pour cause d'invalidité, vous devrez demander à votre médecin de remplir une formule de renseignements médicaux et de décrire votre état. (Reportez-vous au chapitre 2.) Dès sa

réception, la formule médicale est envoyée avec votre demande de prestations au conseil médical consultatif. Ce conseil est nommé par le ministre des Services sociaux et communautaires et compte des médecins parmi ses membres. Le conseil examine la déclaration de votre médecin et les autres renseignements fournis avant de prendre une décision à propos de votre demande.

Familles ayant un revenu modique ou moyen qui gardent à domicile un enfant gravement handicapé

Pour que votre enfant ait droit aux prestations aux enfants handicapés, il doit être âgé de moins de 18 ans, être atteint d'un ou de plusieurs handicaps graves entraînant une perte fonctionnelle; en outre, des frais extraordinaires doivent être engagés directement par suite du handicap.

On tiendra également compte de la situation financière de votre famille. Les critères suivants permettront de déterminer le montant des prestations: a) les besoins fondamentaux et particuliers de l'enfant; b) le revenu total de la famille et c) la taille de la famille.

Dans le cadre du programme, on tient également compte des ressources offertes par la collectivité comme les écoles dispensant un enseignement spécial et les organismes de services bénévoles.

Les besoins particuliers dont on tient compte pour déterminer le montant des prestations peuvent comprendre les besoins propres à votre enfant et que vous n'avez pas les moyens de payer. Au niveau local, le personnel du ministère tiendra compte de tous les facteurs qui font que le cas de votre enfant est unique, comme les frais récemment engagés, les frais potentiels et autres facteurs.

Familles d'accueil

En tant que père ou mère de famille d'accueil, il se peut que vous ayez droit aux prestations familiales pour le compte de l'enfant dont vous avez la charge, si la responsabilité de cet enfant n'incombe pas à la Société d'aide à l'enfance.

Votre admissibilité aux prestations familiales sera fonction des besoins et des circonstances financières de l'enfant dont vous avez la charge.

Quelles sont les conditions de résidence?

Pour avoir droit aux prestations familiales, vous devez résider en Ontario. On n'exige cependant pas une période minimale de résidence dans la province.

On n'exige pas non plus que vous soyez de nationalité canadienne. Cependant, si vous êtes un immigrant parrainé, vous n'êtes admissible que si la personne qui a favorisé votre entrée au Canada n'est plus en mesure de subvenir à vos besoins. En principe, cette personne doit pouvoir subvenir à vos besoins pendant cinq ans.

Qu'entend-on par famille?

La famille comprend le bénéficiaire et les personnes à sa charge. (Par personnes à charge on entend, en principe, les enfants et le conjoint dont le bénéficiaire assure la subsistance.)

Un enfant à charge soit est d'âge préscolaire, soit fréquente à plein temps une école primaire, élémentaire ou secondaire et est âgé de moins de 18 ans. (Cet âge limite peut être porté à 21 ans dans certains cas.)

Dans la plupart des cas, vos autres parents ou amis vivant chez vous ne sont pas considérés comme des membres de votre famille mais comme des pensionnaires.

**Situation de la
personne séparée,
abandonnée
ou divorcée,
du père ou de la mère
célibataires ou
de la veuve**

Si vous êtes séparé ou divorcé ou avez été abandonné ou si votre mari ou votre femme ne subvient pas à vos besoins, bien qu'il ou elle en ait les moyens, vous devez essayer d'obtenir une pension alimentaire avant d'être admissible aux prestations familiales. Vous pouvez faire cette tentative à titre privé, avec l'aide de travailleurs sociaux du ministère chargés d'aider les parents ou en présentant une demande au tribunal conformément à la loi portant réforme du droit de la famille (Family Law Reform Act). Mais si votre conjoint n'est pas en mesure de vous aider financièrement, rien d'autre ne sera exigé de vous, sauf changement de situation. Si vous ignorez l'adresse de votre conjoint, le ministère peut vous aider à le localiser afin que des mesures appropriées puissent être prises.

Si vous êtes un père ou une mère célibataires et que vous avez la responsabilité de votre enfant, on s'attend à ce que vous fassiez des efforts pour obtenir une aide financière du père ou de la mère de l'enfant, dans la mesure du possible. Vous pouvez conclure une entente privée avec le père ou la mère ou vous pouvez vous adresser directement au tribunal de la famille pour demander le versement d'une pension par le père ou la mère.

À combien peuvent s'élever mes biens?

Si vous entrez dans une des catégories admissibles indiquées au chapitre 3, il reste à déterminer si vous êtes dans le besoin.

Parmi les facteurs qui permettent de déterminer votre besoin financier, on trouve les biens que vous possédez. Pour être admissible aux prestations familiales, vos liquidités doivent être inférieures à un montant donné au moment où vous faites la demande de prestations. (Ce montant varie selon le nombre des personnes qui composent votre famille.) Les liquidités comprennent l'argent comptant, l'argent déposé dans des comptes bancaires et tout ce qui peut être aisément monnayé comme des actions remboursables et des obligations d'épargne.

Est-ce que ma maison et mes biens personnels entrent dans la catégorie des "liquidités"?

La maison dans laquelle vous et votre famille habitez n'est pas prise en considération pour déterminer l'admissibilité aux prestations familiales. Si vous êtes propriétaire d'autres biens immobiliers, il en sera tenu compte et ils seront évalués. D'une manière générale, tout bien de première nécessité est exclu des liquidités. C'est le cas, par exemple, d'un tracteur si vous êtes agriculteur ainsi que d'articles que vous utilisez quotidiennement: meubles, vêtements et articles personnels.

**Puis-je réduire
mes biens?**

Vous pouvez réduire le montant de vos biens d'une manière raisonnable quelconque, par exemple, en achetant une maison que vous occuperez, en remboursant des dettes personnelles ou en réduisant votre dette hypothécaire. Si vous envisagez de prendre de telles mesures, parlez-en au préalable à votre assistant en maintien du revenu.

**Qu'arrivera-t-il
si la valeur
de mes biens
augmente?**

À partir du moment où vous commencez à toucher des prestations familiales, vos liquidités peuvent augmenter de 10% sans avoir d'effet sur votre admissibilité, à condition que le directeur du maintien du revenu ait donné son approbation. Mais si la valeur de vos biens dépasse ce chiffre, vous cessez d'être admissible et de toucher des prestations.

À combien peut s'élever mon revenu?

Si la valeur de vos biens est inférieure au montant déterminé (voir le chapitre précédent), pour la deuxième étape de l'évaluation de votre besoin financier, il faut savoir ce qui entre dans votre revenu. Votre revenu est constitué de fonds provenant de diverses sources: salaires, rentes, dons, loyer payé par des pensionnaires, entre autres. On examine dans ce chapitre les revenus dont il est tenu compte pour déterminer l'importance de votre besoin financier, à l'exclusion du revenu tiré d'un emploi ou de l'exploitation d'une entreprise. Vous trouverez au chapitre 8 l'explication de l'évaluation du revenu tiré d'un emploi. Votre revenu total comprend votre revenu personnel et celui des personnes à votre charge.

Aux fins des prestations familiales, on inclut l'intégralité ou une partie de certains revenus alors que d'autres sont entièrement exclus. D'une manière générale, tout revenu égal à une très petite somme d'argent et toute somme dont il a déjà été tenu compte lorsque le taux des prestations familiales a été déterminé n'entrent pas en ligne de compte. On en tient compte partiellement uniquement s'il s'agit d'un revenu que le ministère cherche à encourager, comme un revenu locatif.

Revenus intégralement exclus

- don unique de cadeaux de faible valeur;
- dons provenant d'organismes religieux, de charité ou d'oeuvres de bienfaisance;
- intérêts et dividendes réalisés sur vos liquidités;
- dégrèvements d'impôts versés aux propriétaires et aux locataires en vertu de la loi intitulée Residential Property Tax Reduction Act;
- allocations familiales fédérales;
- aide supplémentaire ou spéciale accordée par les services sociaux municipaux;
- paiements effectués par une Société d'aide à l'enfance pour un enfant placé en foyer d'accueil ou par tout autre organisme gouvernemental pour s'occuper d'un enfant;
- si vous séjournez dans une maison de soins infirmiers, les sommes que vous recevez d'amis ou de parents pour que vous puissiez recevoir des services spéciaux dans l'établissement même;
- tout paiement effectué en vertu d'un traité avec une bande d'Indiens;
- paiements relatifs à la chambre exclusivement ou à la chambre et à la pension versés par un de vos enfants qui fréquente une école ou qui touche des prestations familiales ou d'assistance générale.

Revenus partiellement inclus

- toute somme que vous verse une personne en pension chez vous. La somme de 40 \$ par mois et déduite dans le cas d'un pensionnaire âgé d'au moins 18 ans et de 20 \$ dans le cas d'un pensionnaire âgé de moins de 18 ans. Le bénéficiaire conserve tout montant en excédent de ces sommes forfaitaires;
- toute somme que vous verse une personne qui loue une chambre chez vous. La déduction forfaitaire est de 20 \$ par locataire. Cette fois encore, le bénéficiaire garde toute somme supérieure à 20\$;
- toute somme que vous verse une personne à qui vous louez un logement autonome comme un appartement de plain-pied, une chambre meub-

blée ou un appartement en sous-sol. On tient compte de soixante pour cent de cette somme brute;

- allocations versées dans le cadre d'un programme de formation. Les frais raisonnables engagés pour suivre le cours comme les frais de transport, les droits d'inscription, les frais de garde d'enfants et le coût des manuels scolaires peuvent être déduits;
- revenus tirés de l'exploitation d'une ferme. Pour déterminer les prestations familiales, on considère que le revenu tiré d'une exploitation agricole s'élève à 20% des premiers 1000 \$ de revenu annuel, à 30% des deuxièmes 1000 \$ et à 40% du reste.

Revenus intégralement inclus

- Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti;
- rentes en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec;
- prestations d'assurance-chômage;
- indemnités versées par la Commission des accidents du travail;
- allocations aux anciens combattants et aux veuves de guerre;
- tous versements périodiques conformément à une rente, une rente de retraite, une pension ou à un régime d'assurance;
- paiement prévu par un accord de séparation ou une décision rendue dans le cas d'un divorce;
- paiements prévus par un accord à propos d'un enfant dont les parents ne sont pas mariés;
- tous paiements effectués conformément à une ordonnance rendue en vertu de la loi portant réforme du droit de la famille (Family Law Reform Act);
- paiements touchés en vertu du Régime de revenu annuel garanti à l'intention des personnes âgées (GAINS-A);
- paiements touchés dans le cadre d'une hypothèque, d'un prêt ou d'un accord de vente;
- toutes les autres sommes dont l'origine n'est pas indiquée dans ces pages.

Comment se fait l'évaluation de mes besoins?

Nous arrivons à la dernière étape de l'évaluation de votre admissibilité aux prestations familiales. Il s'agit d'évaluer vos frais de subsistance. La loi dicte la méthode de calcul. Certains frais sont évalués en fonction de la somme que vous payez effectivement, sous réserve d'un plafond, et d'autres sommes sont forfaitaires.

Les besoins varient en fonction des circonstances particulières. Le logement est un des principaux facteurs de variation. Pour évaluer les frais de subsistance, on répartit les bénéficiaires en trois groupes:

- locataires ou propriétaires;
- pensionnaires;
- pensionnaires d'un établissement.

Locataires ou propriétaires

Le programme de prestations familiales tient compte des besoins fondamentaux et spéciaux des personnes qui sont locataires ou propriétaires de leur logement. On regroupe ces besoins pour déterminer le montant qui correspond à vos "exigences budgétaires".

Besoins fondamentaux:

Il s'agit du montant des frais généraux admissibles: alimentation, habillement, fournitures ménagères, services publics, besoins personnels, logement (loyer, versements hypothécaires, impôts fonciers et primes d'assurance-incendie). Cette somme est calculée d'après un barème de taux fixe qui figure dans la loi sur les prestations familiales. Le montant effectivement admissible

pour couvrir les besoins fondamentaux est fonction du nombre de personnes dans la famille et du type de logement.

Besoins spéciaux:

Les exigences budgétaires de certains bénéficiaires de prestations familiales sont majorées pour couvrir des frais relatifs à des besoins spéciaux qui ne sont pas communs à tout le monde:

frais de chauffage— Si vous devez payer des frais pour le chauffage de votre maison ou de votre appartement, en plus du loyer ou d'autres frais d'hébergement, on ajoute à vos exigences budgétaires un montant déterminé pour les frais de chauffage. N'oubliez pas de garder les reçus à l'appui de vos frais de chauffage;

allocations de frais de logement— Si vos frais de logement sont élevés, vous pourrez peut-être bénéficier d'une allocation de logement. Cette allocation est fonction de vos frais de logement et du nombre de personnes constituant votre famille. Précisons que vous ne pouvez pas toucher à la fois une allocation de chauffage et de logement. Vous avez droit uniquement à la plus élevée de ces deux allocations;

prime d'assurance-vie— Les primes ne sont incluses que si vous avez des enfants à charge et que la police d'assurance est en "vigueur" au moment où vous faites la demande de prestations familiales. Si vous payez des primes pour une assurance sur votre vie ou celle de votre conjoint ou sur les deux et qu'une de vos personnes à charge soit désignée à titre de bénéficiaire, les prestations familiales comprendront une allocation de prime jusqu'à concurrence de 10 \$ par mois;

supplément aux personnes âgées— Si vous avez au moins 65 ans, vos exigences budgétaires sont majorées de 30 \$ par mois. N'oubliez pas qu'un homme âgé d'au moins 65 ans, qui a droit à la pension de la Sécurité de la vieillesse, n'est admissible aux prestations familiales que s'il a des enfants à charge; mais il se peut que sa femme ait droit à ces prestations;

régimes spéciaux – Par suite de leur état de santé, certaines personnes doivent suivre un régime très spécial. Si vous ou des personnes à votre charge êtes dans cette situation, des frais de régime spécial peuvent être inclus dans vos exigences budgétaires. Pour avoir droit à ce paiement, votre médecin doit remplir une formule précisant votre régime spécial et sa raison d'être. Vous pouvez obtenir ces formules auprès de votre assistant social en maintien du revenu ou de tout bureau du ministère;

grossesse – Si vous ou une des personnes à votre charge êtes en état de grossesse, vos exigences budgétaires pourront comprendre un supplément. Cette somme est versée pendant six mois mais pas avant le troisième mois de la grossesse.

Pensionnaires

Si vous êtes pensionnaire, vos frais de subsistance sont calculés à partir d'un barème de taux mensuels. Le montant effectivement versé est fonction des circonstances de votre cas. En outre, les sommes prévues pour couvrir certains besoins spéciaux décrits ci-dessus (p. ex., primes d'assurance-vie, supplément aux personnes âgées) sont ajoutées à vos exigences budgétaires.

Pensionnaires d'un établissement

Si vous résidez dans un foyer pour personnes âgées, un établissement de bienfaisance, une maison de soins infirmiers agréée ou un foyer pour déficients mentaux, vous avez le droit de garder 61 \$ par mois que vous pouvez dépenser à votre guise. Le reste du chèque de prestations familiales revient à l'établissement ou au foyer où vous résidez.

Les bénéficiaires aveugles ou handicapés, qui vivent dans un foyer de bienfaisance pour personnes âgées, un foyer de transition ou un foyer pour aveugles ou handicapés régi par la Loi sur les établissements de bienfaisance, peuvent avoir droit à un supplément pour frais de déplacement et de transport.

Si vous résidez dans un établissement pour le traitement des maladies chroniques et que vous remplissez les conditions financières d'admissibilité aux prestations familiales, vous avez également droit à l'allocation mensuelle de 61 \$. Il se peut que vous ayez en outre droit à des suppléments relatifs aux frais extraordinaires de dentiers et de prothèses.

Les personnes qui résident dans des établissements qui n'appartiennent pas aux catégories mentionnées ci-dessus n'ont pas droit aux prestations familiales.

À quoi ai-je droit dans le cadre du programme de prestations familiales?

Lorsque votre revenu et votre avoir liquide sont inférieurs à vos frais de subsistance admissibles conformément au chapitre précédent, on considère que vous avez besoin d'aide financière et vous êtes alors admissible aux prestations familiales.

Vous aurez droit à une somme égale à la différence entre le montant nécessaire pour vivre et votre revenu total.

Si vous êtes handicapé ou aveugle, on détermine, d'une part, le montant de l'allocation qui vous est versée à ce titre et, d'autre part, celui des prestations familiales. Vous touchez la plus élevée de ces deux sommes.

Assurance-maladie

Les personnes qui ont droit aux prestations familiales bénéficient également de l'assurance-maladie OHIP. Ce régime couvre la plupart des honoraires de médecin et des frais de soins hospitaliers. Vos personnes à charge et vous-même êtes couverts dès le premier du mois où sont versées les prestations. Précisons que seul l'enfant confié à des parents d'accueil, est couvert par l'assurance-maladie payée par les prestations familiales.

Régime de médicaments gratuits

Chaque mois, une carte de médicaments gratuits est annexée à votre chèque de prestations familiales. Avec cette carte, vous ne payez pas les médicaments dont le nom figure dans le Formulaire du régime de médicaments gratuits et prescrits par un médecin ou un dentiste à vous-même ou à une personne à votre charge. Le ministère de la Santé fournit les médicaments requis par les personnes hospitalisées dans un établissement de traitement des maladies chroniques et ces personnes ne reçoivent donc pas de carte de médicaments gratuits. Dans le cas d'enfants placés dans des foyers d'accueil, seuls ces enfants sont couverts par le régime.

Soins dentaires

Les enfants placés dans des foyers d'accueil, les enfants handicapés qui ont droit à des prestations et les enfants à charge des bénéficiaires de prestations familiales reçoivent gratuitement les soins dentaires de base administrés par le dentiste de leur choix. Ces soins comprennent les examens, obturations, radiographies, extractions, traitement au fluorure, certaines restaurations et l'anesthésie. Dans le cas d'une famille ayant des enfants à charge, le père et la mère peuvent avoir droit à une aide d'urgence.

Une carte de droit aux soins dentaires à l'intention des bénéficiaires admissibles vous est envoyée dans le mois qui suit le début du paiement des prestations familiales. Les adultes célibataires, les couples sans enfants, les parents d'accueil, les parents et autres membres de la famille d'un enfant gravement handicapé n'ont pas droit aux services dentaires couverts par les prestations familiales.

Frais de réparation

Les propriétaires peuvent avoir droit au supplément prévu par le programme de prestations familiales pour frais de réparation, de transformation ou d'agrandissement nécessaires à leur logement. Pour toucher ce supplément, vous devez obtenir au préalable l'approbation du ministère avant le début des travaux. Obtenez au moins deux devis d'entrepreneurs différents indiquant le coût des réparations ou des transformations; demandez ensuite à votre assistant social en maintien du revenu de vous aider à présenter une demande.

Lunettes et prothèses auditives

Les bénéficiaires de prestations familiales et les personnes à leur charge peuvent avoir droit à la fourniture gratuite de lunettes et de prothèses auditives, à condition qu'elles fassent l'objet d'une ordonnance. Pour bénéficier de cette assistance, mettez-vous en rapport avec l'assistant social avant d'acheter ou de vous engager à acheter des lunettes ou une prothèse auditive.

Allocation de rentrée scolaire

Une allocation supplémentaire est versée en août à l'égard des enfants à charge inscrits dans une école et âgés de 4 ans le 31 décembre de la même année. Dans le cas d'enfants âgés de 4 à 13 ans, le supplément est de 44 \$ par enfant et de 84 \$ par enfant à partir de 13 ans. Cette aide couvre une partie des frais de rentrée scolaire: chaussures, vêtements et fournitures scolaires, par exemple.

Autres services

Le ministère des Services sociaux et communautaires peut offrir ou procurer divers services en plus de ceux prévus par le régime de prestations familiales. Le bureau local du ministère peut vous adresser à divers organismes offrant les services suivants: conseils en matière de crédit familial ou de nutrition, formation professionnelle à l'intention des handicapés et aide juridique. Pour obtenir des renseignements

sur ces services, adressez-vous à votre assistant social ou au bureau local du ministère le plus proche de chez vous.

Certaines municipalités offrent également des services de garde d'enfants peu onéreux ainsi que des services de soins infirmiers et d'aide familiale à domicile. Adressez-vous aux services municipaux d'assistance sociale ou au bureau des services sociaux municipaux pour obtenir de plus amples renseignements sur ces services.

Ai-je droit aux prestations si je gagne de l'argent?

Vous pouvez travailler et avoir cependant droit aux prestations familiales. Vous pouvez gagner de l'argent en travaillant hors de votre foyer, en ayant votre propre entreprise, en acceptant des pensionnaires ou en gardant des enfants, en dehors des vôtres. On ne tient compte que d'une partie seulement du revenu en provenance de votre travail pour calculer les prestations familiales. Vous avez droit à certaines exemptions en fonction de la source de votre revenu et de la façon dont il est gagné.

C'est à vous de signaler tout revenu mensuel tiré du travail à votre assistant social en maintien du revenu pour éviter des versements de prestations familiales supérieurs au montant auquel vous avez droit, ce qui vous obligerait plus tard à des remboursements pour excès de paiement.

Gains exemptés

Exemptions de base-

Il s'agit de la somme que vous pouvez gagner chaque mois et qui n'entre pas dans le calcul de vos prestations. Cette somme varie selon la situation du bénéficiaire. Il n'y a pas de réduction des prestations jusqu'à concurrence d'un revenu de 75 \$ dans le cas d'un célibataire et de 100 \$ pour une famille.

Exemptions pour frais relatifs au travail-

À l'exemption de base s'ajoute, dans le cas d'un père ou d'une mère qui élève seul ses enfants, une exemption de 40 \$ par mois pour frais relatifs au travail. Ainsi, la mère ou le père peut gagner 140 \$ par mois (100 \$ d'exemption de base plus 40 \$

d'exemptions pour frais relatifs au travail) sans que cela ait d'incidence sur les prestations familiales.

Les personnes âgées, les inaptes à l'emploi de façon permanente, les handicapés et les aveugles peuvent avoir droit à une exemption supplémentaire de 40 \$ pour frais relatifs au travail supplémentaires en raison de l'âge ou du handicap.

Exemption en pourcentage-

En plus de l'exemption de base et de l'exemption pour frais relatifs au travail, 50% de la tranche suivante de 100 \$ du revenu du travail n'entrent pas dans le calcul de vos prestations.

Les mêmes exemptions s'appliquent au revenu net tiré d'une entreprise. Le revenu d'entreprise net est égal au revenu brut moins les frais admissibles.

Les gains des aveugles ou handicapés peuvent faire l'objet d'une moyenne calculée sur une période maximale de six mois, lorsque cela est dans leur intérêt. La moyenne porte sur quatre mois dans le cas d'une mère ou d'un père non handicapé qui élève seul ses enfants.

**Renseignements
supplémentaires
importants**

- Si vous décidez de rester au foyer mais que vous voulez augmenter votre revenu en prenant des pensionnaires, n'oubliez pas qu'on tiendra compte d'un taux forfaitaire pour le calcul des prestations et que vous pourrez garder toute somme supérieure au montant calculé conformément à ce taux. (Voir le chapitre 5.)
- Si vous dirigez une garderie privée et approuvée dans votre propre maison, vous pouvez déduire à titre de frais d'entreprise le montant le plus élevé des deux montants suivants: 40 % de vos gains mensuels bruts *ou* les frais réels (jusqu'à concurrence du maximum) plus les dépenses d'immobilisations. Sont compris dans les dépenses d'immobilisations l'achat de chaises hautes, de jouets et d'articles similaires. Vous pouvez déduire

également de votre revenu d'entreprise net (revenu brut moins les frais d'entreprise) les exemptions citées dans la partie précédente *Gains exemptés*. Demandez à votre assistant social de vous donner des renseignements plus précis.

- Si vous trouvez du travail à plein temps, vous continuerez à être couvert pour les frais de médicaments, les frais dentaires et les frais d'assurance-maladie pendant les trois premiers mois du travail à plein temps. À l'expiration de ce délai, il se peut que vous ayez droit à une exonération du paiement des primes OHIP, soit lorsque votre garantie d'assurance-maladie cesse d'être couverte par les prestations familiales.
- Lorsque après avoir trouvé du travail à plein temps et cessé de bénéficier des prestations familiales, vous devez présenter une nouvelle demande dans les 12 mois suivant la cessation du paiement des prestations, votre demande fera l'objet d'un examen spécial. Vous devrez quand même remplir les conditions d'admissibilité mais, ceci fait, votre droit aux prestations sera rétabli rapidement.
- Vous souhaitez peut être trouver du travail mais il vous faut au préalable faire des études ou recevoir une formation professionnelle. Le ministère de l'Éducation a prévu des programmes d'aide financière aux personnes qui étudient à plein temps ou à temps partiel ou qui participent à un programme de formation professionnelle. Pour plus de renseignements sur ces programmes d'aide aux étudiants, adressez-vous à l'agent chargé de l'aide financière aux étudiants du collège communautaire ou de l'université de votre collectivité ou à votre assistant social. Le ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration offre des services de formation professionnelle et d'emploi. Pour tous renseignements à propos de ces services, adressez-vous au centre local d'emploi du Canada.

Remarque:

Lorsque vous avez des enfants et que vous êtes seul à les élever, vous ne pouvez pas travailler plus d'une moyenne de 120 heures par mois calculée sur quatre mois. La période de quatre mois débute avec le mois au cours duquel vous travaillez plus de 120 heures. Ceci permet de tenir compte des périodes de travail saisonnier intense comme la Noël et l'époque des récoltes. Si vos gains estimatifs sont supérieurs à l'exemption de base, vos prestations seront réduites de façon à correspondre à un nouveau montant estimatif admissible. On calculera la moyenne de vos gains à la fin de la période de quatre mois. Si vous avez gagné une somme inférieure à celle qui avait été évaluée, vous aurez droit à un remboursement. Dans le cas contraire, la différence sera déduite de vos futurs chèques de prestations, mais par petites tranches afin que cela ne vous mette pas dans la gêne.

Programme d'encouragement au travail

Les bénéficiaires de prestations familiales qui recommencent à travailler à plein temps peuvent également bénéficier de l'aide prévue par le programme d'encouragement au travail. Tous les bénéficiaires de prestations familiales peuvent participer à ce programme, y compris les travailleurs indépendants et les travailleurs saisonniers.

Prestations en espèces

Le programme d'encouragement au travail vous donne droit à des prestations mensuelles en espèces. Le montant varie en fonction de vos gains et du nombre de personnes dans votre famille. À mesure que votre revenu du travail augmente, la prestation mensuelle en espèces diminue.

Autres avantages

En plus des prestations mensuelles en espèces, vous continuez d'avoir droit aux avantages suivants:

- exonération du paiement des primes du régime OHIP;
- remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance;
- soins dentaires de base pour votre famille et vous-même;
- remboursement des frais de lunettes;
- versement supplémentaire unique en espèces de 250 \$ lorsque vous commencez à travailler à plein temps.

Ce montant peut également être versé en paiements échelonnés sur trois mois à toute personne qui commence un emploi à plein temps et ne reçoit plus de prestations familiales.

Votre chèque

Vous recevez votre chèque de prestations familiales à la fin de chaque mois. Le chèque ne peut pas faire l'objet d'une saisie en cas de revendication contre vous ou vos ayants droit (dans le cas de dettes ou de versements échelonnés par exemple). Il n'est pas non plus assujéti à l'impôt.

Vous avez le droit de dépenser les prestations versées pour subvenir à vos besoins et à ceux de votre famille de la manière qui vous paraît la plus appropriée. Lorsque le demandeur ou le bénéficiaire de prestations éprouve de la difficulté à gérer ses fonds, un fiduciaire peut être désigné et chargé d'administrer les fonds dans l'intérêt des bénéficiaires des prestations.

En cas de perte du chèque ou si vous ne le recevez pas dans les quelques jours qui suivent la fin du mois, veuillez en informer votre assistant social en maintien du revenu ou le superviseur du bureau du ministère des Services sociaux et communautaires. On vous demandera de signer une déclaration sous serment précisant que vous n'avez pas reçu le chèque et que vous ne l'avez pas touché. Des dispositions seront prises afin de le remplacer dans les plus brefs délais.

Votre assistant social en maintien du revenu

Au cours de la période de versement des prestations familiales, votre assistant social en maintien du revenu vous rendra visite à l'occasion pour vérifier certains renseignements et s'informer de votre situation. Ces visites à domicile vous donnent l'occasion de poser des questions. L'assistant fera son possible pour prendre rendez-vous avec vous.

Votre assistant social en maintien du revenu et le personnel du ministère des Services sociaux et communautaires s'engagent à respecter le caractère confidentiel des faits à l'origine de votre demande de prestations familiales et de tous autres renseignements connexes.

Vos responsabilités en tant que bénéficiaire de prestations familiales

En tant que bénéficiaire de prestations familiales, il vous incombe principalement de déclarer tout changement de votre situation. Comme ces prestations sont souvent versées dans le cadre d'un programme d'aide sociale à long terme, votre situation évoluera probablement au cours de la période de versement des prestations. Comme certains changements de votre situation peuvent modifier votre admissibilité à l'aide sociale ou le montant des prestations, il est important que vous signaliez tout changement à votre assistant social en maintien du revenu dans les plus brefs délais.

Voici des exemples de changements ayant une incidence sur vos prestations. Si vous désirez des précisions, adressez-vous à votre assistant social en maintien du revenu.

Exemples de changements à signaler:

- changement d'adresse (signalez tout changement d'adresse dans les plus brefs délais afin que votre chèque puisse être envoyé à la nouvelle adresse);
- toute variation de votre revenu familial, comme par exemple vos gains, les gains de toutes les personnes à votre charge, le revenu provenant d'un pensionnaire, un héritage, un règlement en vertu d'un régime d'accidents du travail, une allocation d'ancien combattant, des paiements en vertu du Régime de pensions du Canada ou tout autre versement de pension, toute indemnisation ou règlement à la suite d'un accident, des prestations d'assurance-maladie ou d'assurance-vie, une pension alimentaire en cas de divorce ou de décision

rendue par un tribunal de la famille, des prestations versées par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration du Canada et des prêts que toucherait un membre de la famille en tant qu'étudiant;

- changement de l'état matrimonial, que la situation soit officielle ou de fait;
- changement du nombre de personnes composant la famille (naissances, décès, changement de lieu de résidence d'un ou de plusieurs membres de la famille ou changement du nombre de pensionnaires);
- changements relatifs aux biens (voir le chapitre 4);
- enfants qui quittent l'école;
- augmentation ou diminution du loyer, du versement hypothécaire, des impôts fonciers, de l'assurance-incendie;
- séjour hors de l'Ontario;
- votre séjour ou celui d'un membre de votre famille, dans un hôpital ou autre établissement, d'une durée supérieure à un mois;
- vous devenez admissible à la pension de la Sécurité de la vieillesse.

Remarque:

Au cours de la période où vous touchez des prestations familiales on pourra vous demander de remplir une formule sur votre situation actuelle et de la retourner à votre bureau local par la poste. Elle permet de vérifier que les renseignements fournis dans la demande de prestations familiales à propos de votre situation financière et familiale sont toujours exacts.

Excès de paiement

Un excès de paiement peut survenir lorsque l'évolution de votre situation entraîne un changement qui n'a pas été reflété dans votre chèque de prestations. (Ce serait le cas si un de vos enfants avait quitté l'école, si votre revenu avait augmenté ou si vos frais avaient diminué).

On vous demandera alors de restituer l'excès de paiement. En général, on retranche une partie des sommes dues de vos chèques futurs jusqu'à ce

que l'excès de paiement ait été intégralement remboursé. Mais on pourra vous demander, dans certains cas, de rembourser l'excès de paiement intégralement et en une seule fois. Cette solution est habituellement choisie lorsque vous disposez de suffisamment de biens pour couvrir le montant dû ou lorsque l'excès de paiement est attribuable à un versement provenant d'une source comme le Régime de pensions du Canada, le Régime d'assurance-chômage ou un paiement hypothécaire.

Comment puis-je faire appel?

Lorsque le paiement de prestations vous est refusé, lorsque le montant des prestations est réduit ou le paiement interrompu ou lorsque le bénéficiaire considère que le montant des prestations qui lui est versé n'est pas approprié, il est possible de faire appel. Il faut avant tout discuter de la question avec l'assistant social en maintien du revenu.

Pour plus de renseignements sur les formalités d'appel, demandez la brochure intitulée *Comment faire appel*. Des exemplaires sont disponibles à la Commission de révision de l'aide sociale, Bureau M1-56, Édifice Macdonald, Queen's Park, dans les bureaux des services sociaux municipaux (consultez votre annuaire téléphonique) et dans les bureaux du ministère des Services sociaux et communautaires.

Qu'est-ce que l'assistance sociale générale?

Si vous n'avez pas droit aux prestations familiales ou si vous bénéficiez de prestations familiales et qu'il vous faut des fonds supplémentaires en raison de besoins exceptionnels, vous pouvez faire une demande d'aide dans le cadre du programme d'Assistance sociale générale. Selon ce programme d'aide sociale un individu ou une famille peuvent bénéficier d'une aide financière à court terme en cas de perte de revenu temporaire par suite de maladie, de chômage ou autre adversité. Vous pouvez présenter votre demande d'assistance générale au bureau du service social de la municipalité où vous résidez.

Qui est admissible à cette assistance?

Tout résident peut faire une demande d'assistance sociale générale, indépendamment de sa nationalité ou de la durée de sa domiciliation en Ontario, pourvu que le besoin d'aide financière soit réel et que l'intéressé n'occupe pas régulièrement un emploi. Les personnes qui ne résident pas en permanence en Ontario peuvent faire une demande d'assistance en cas d'urgence.

Lorsque vous êtes admissible à l'assistance sociale générale, vous recevez une carte d'exonération des primes d'assurance-maladie et d'admissibilité au régime de médicaments gratuits. Vous pouvez également être admissible à une aide spéciale ou à une aide supplémentaire. (Voir les sections qui suivent).

Vous pouvez aussi avoir droit à l'assistance sociale générale si vous devez être soigné dans une maison de soins infirmiers et que vous n'avez pas les moyens de payer la totalité des frais de séjour. Mais les personnes qui séjournent dans d'autres établissements et qui reçoivent des prestations déterminées n'ont pas droit à cette aide.

Aide supplémentaire

Aide spéciale

Conformément aux règles établies par la municipalité, cette aide est offerte aux bénéficiaires de l'assistance générale et aux personnes qui ne reçoivent aucune aide gouvernementale pour couvrir certains frais de subsistance extraordinaires. Voici quelques-uns de ces frais:

- médicaments dispensés sur ordonnance;
- fournitures chirurgicales et pansements;
- services dentaires;
- prothèses, lunettes comprises;
- formation ou recyclage professionnels;
- frais de déménagement;
- frais de réparations nécessaires au logement appartenant au demandeur ou occupé par celui-ci;
- besoins personnels de personnes résidant en foyer de soins infirmiers, jusqu'à concurrence d'un maximum mensuel.

Libération

Les besoins couverts dans le cadre de l'aide spéciale et le montant de cette aide sont déterminés par la municipalité d'après les besoins et la situation au niveau local.

Aide supplémentaire

Cette aide est destinée aux personnes qui touchent déjà des prestations familiales, la pension de la Sécurité de la vieillesse, l'allocation au conjoint, le revenu prévu par le Régime de revenu

annuel garanti (GAINS) ou l'allocation de formation prévue par les Services de réadaptation professionnelle. Cette aide couvre le coût des frais prévus dans le cadre de l'aide spéciale et peut également inclure des frais supplémentaires comme des frais de logement exceptionnellement élevés ou des frais de subsistance particuliers.

Cette fois encore, c'est la municipalité qui détermine quels frais peuvent être couverts dans le cadre de l'aide supplémentaire et le montant de l'aide accordée, cela en fonction des besoins et des circonstances au niveau local.

Allocations d'encouragement au travail

Des projets d'encouragement au travail sont offerts par les municipalités dans le cadre de programmes de préparation professionnelle à l'intention des personnes qui ont des difficultés d'ordre mental, émotionnel ou autre au point de ne pas pouvoir obtenir un emploi ni le conserver. Les allocations d'encouragement au travail sont versées aux participants à des programmes de travail agréés.

Qu'est-ce que le Régime de revenu annuel garanti à l'intention des personnes âgées (GAINS-A)?

Le programme GAINS-A de l'Ontario garantit un revenu annuel minimum aux personnes âgées de 65 ans ou moins qui répondent à certaines conditions de revenu et de résidence. Lorsque vous touchez la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, votre admissibilité au programme GAINS-A est examinée d'office. Vous n'avez pas à faire de demande.

À Toronto, pour tous renseignements téléphonez au 965-8470. Si votre code régional est le 807, demandez au téléphoniste le numéro Zenith 8-2000 (sans frais). Tous les autres résidents de l'Ontario peuvent appeler directement le 1-800-263-3960 (sans frais) ou écrire à l'adresse suivante:

Ministère du Revenu
Direction du revenu garanti et des crédits d'impôt
B.P. 624
33 ouest, rue King
Oshawa (Ontario)
L1H 8H8

Les résidents dont le code régional est le 416 doivent composer le numéro 1-800-263-7700.

Les résidents du Nord de l'Ontario peuvent également s'adresser à l'agent du ministère des Affaires du Nord, au bureau le plus proche. Les personnes qui habitent en dehors des villes doivent demander au téléphoniste le Zenith 3-3160.

Pour les demandes de renseignements en personne,
rendez-vous au

Ministère du Revenu
Centre de renseignements
50, rue Grosvenor,
Toronto (Ontario)



Ontario

Ministère des
Services sociaux
et communautaires

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le bureau de secteur du ministère des Services sociaux et communautaires situé le plus près de chez vous. Vous trouverez le numéro de téléphone dans les pages bleues, à la fin de l'annuaire, dans la section réservée au gouvernement de l'Ontario.



3 1761 11470316 8

75C/3/84

ISBN 0-7743-8413-1